

## **Le projet de loi sur les mines sous le bâillon: C'est toute la population que l'on bâillonne!**

Montréal, le 6 décembre 2011 – La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* s'unit à plusieurs groupes et citoyens du Québec pour demander une réforme des ressources naturelles et énergétiques, car elle juge que le projet de loi 14 (mines, gaz, pétrole) ne protège pas adéquatement les eaux du Québec.

Le gouvernement du Québec affirme que l'eau est suffisamment protégée par la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection* et par la *Loi du développement durable*, mais *Eau Secours!* en doute. Le manque d'éléments coercitifs de ces lois, le manque de moyens financiers accordés pour les faire respecter et le manque d'inspections sur le terrain empêchent un véritable contrôle de la protection de nos eaux de surface.

De plus, le manque d'études et de connaissances sur nos nappes souterraines rend le gouvernement inapte à protéger nos ressources en eaux. Pire, nous ne sentons aucune volonté politique de le faire sérieusement.

L'exploitation des gaz de schiste et du pétrole, près ou dans les cours d'eau, est aussi très inquiétante. L'année 2011 a été une année record d'accidents gaziers ou pétroliers à travers le monde. Pourtant, on pense à exploiter le pétrole du gisement Old Harry dans le fleuve Saint-Laurent et celui des Îles-de-la-Madeleine. Au sud du Saint-Laurent, entre Montréal et Québec, on se penche aussi sur la possibilité d'exploiter le gaz de schiste dans un secteur densément habité au milieu des meilleures terres agricoles de la province.

Dernièrement, les maires de Trois-Rivières et d'Huntingdon ont pensé faire de bonnes affaires en offrant leurs usines de traitement des eaux municipales pour traiter les eaux issues de la fracturation des puits de gaz de schiste. Cependant, ces usines sont conçues pour le traitement bactérien des eaux municipales et non pour le traitement des produits chimiques utilisés par la filière des gaz de schiste. Qui voudra boire de cette eau polluée et supposément traitée? Qui leur dira d'arrêter?

*« Tous les groupes environnementaux crient depuis des mois à ce gouvernement d'avoir plus de vision, plus de leadership et plus de réflexion dans ses décisions. Les*

*citoyennes et les citoyens qui sont directement touchés dépensent temps, argent et énergie à essayer de se faire entendre. Ce n'est plus de fracturation dont on parle ici, mais bien de fracture entre les citoyens et leur gouvernement »* déclare Martine Chatelain, présidente d'*Eau Secours!*

De plus, le développement du Plan Nord inquiète grandement la Coalition *Eau Secours!*. Non seulement nous ne croyons pas judicieux que le gouvernement investisse des fonds publics pour favoriser l'accès aux ressources minérales aux compagnies privées, mais protéger seulement 50% du territoire est absurde. L'eau circule librement mais si on la contamine, ce sont la forêt, la faune, la flore et la santé humaine qui seront menacées. C'est 100% de notre eau que l'on doit protéger et seul le gouvernement du Québec peut le faire. Laisser des compagnies s'auto-réglementer relève de la pensée magique. Ces compagnies ont des procédés qui utilisent de grandes quantités d'eau tout en la salissant. Et il ne faut pas oublier que le climat sous ces latitudes réduit grandement le pouvoir des systèmes de traitement des eaux usées.

*Eau Secours!* réitère sa demande au gouvernement du Québec de tenir son rôle de fiduciaire de l'eau du territoire québécois en incluant dans la loi sur les mines, dans le Plan Nord et dans toutes ses décisions futures, des encadrements législatifs et réglementaires coercitifs, ainsi que les ressources financières et humaines pour en assurer le suivi. Ainsi, quand les compagnies et les profits seront repartis vers l'étranger, les citoyennes et les citoyens auront encore accès à une eau de qualité et en quantité suffisante pour tous leurs besoins, et ceux du milieu naturel.

La Coalition pour une gestion responsable de l'eau - *Eau Secours!* est constituée de plusieurs citoyens et groupes, et représente plus d'un million de personnes inquiètes du sort de l'eau du Québec. Si notre principale richesse naturelle vient à manquer ou si elle est fortement souillée, elle pourrait nous coûter cher collectivement. Il faut donc prendre dès aujourd'hui les moyens de la protéger.